

L'ÉQUIVOQUE AU POUVOIR. MOI, DE GAULLE...

L'homme est grand. Par la taille. Hors cela, il est hors mesure commune. Il y a en lui une puérilité d'enfant, une mystique d'adolescent, une vanité d'homme, une bouffonnerie de cabotin. Le tout enrobé dans une sincérité et une foi qui ne prennent leurs sources et ne trouvent leurs limites qu'en lui-même.

Il y a de tout en De Gaulle. Hormis ce qui est l'essentiel: l'étoffe d'un homme d'Etat. Encore que nous serons les derniers à nous plaindre d'une telle carence, il n'en demeure pas moins que la cécité politique du «sauveur» risque de nous réserver de dramatiques lendemains.

De Gaulle est arrivé au pouvoir catapulté par l'armée d'Algérie, elle-même propulsée par une explosion de fureur «patriotique» de la population européenne.

Personnellement, je ne crois pas à la préméditation d'un complot. Sans doute - et je l'ai écrit ici même il y a plus d'un an - Alger en guerre était devenu un marais bouillonnant d'intrigues, dont l'une, organisée par les ultras, faillit même coûter la vie au général Salan. Mais ce carbonarisme de théâtre, animé par des groupuscules rivaux, n'aurait pas pesé lourd dans la balance de l'Histoire sans un ralliement de l'Armée. Et le 13 mai, la ruée vers le Forum se serait résorbée en un baroud d'honneur sans grande casse si les chefs-militaires n'avaient pris eux-mêmes la tête de l'émeute. Rien n'est simple dans cet imbroglio politique où s'est empêtrée la France. Il est trop facile d'affirmer que «De Gaulle, c'est le fascisme». De Gaulle n'est pas le fascisme. Son accession au pouvoir y est, avant tout, à la faveur d'événements non provoqués par elle, le triomphe d'une armée à qui douze années ininterrompues de guerres coloniales ont forgé un esprit de caste.

De Gaulle n'est pas le fascisme, pour cette raison très simple que partout où le fascisme a triomphé, ce fut en domestiquant l'armée à l'égale de toutes les autres formations sociales. Ce n'est pas le cas en France, ni même en Algérie, où l'Armée impose sa loi aux factions fascistes.

Mais si De Gaulle n'est pas le fascisme, il peut lui en ouvrir les portes et là est le danger. Le puéril «machiavélisme» du général risque, en effet, de préparer le terrain et de créer le climat propices à l'avènement d'une véritable dictature.

Car le miracle n'existe pas plus en politique qu'en tous autres domaines. Et toute la politique de De Gaulle repose sur la croyance au miracle. Mais viendra très vite le temps des désillusions et des colères...

Le voyage d'Alger a été avant tout une immense tournée théâtrale à grand spectacle. Porté par les vagues houleuses d'une population européenne, dont ce n'est pas le premier accès de fureur (1), De Gaulle a eu beaucoup de peine à conserver la direction de son esquif ballotté en tous sens.

Tout à la fois séduit, méfiant et exaspéré, il a donné des gages à ceux qui l'avaient porté au pouvoir, mais sans s'engager lui-même. Jamais, par exemple, il n'a prononcé le mot «intégration» (2) et une seule fois, le dernier jour, le terme magique «Algérie française» - alors que ce slogan était hurlé sans trêve par une foule en délire.

Mais il a parlé de «dix millions de Français à part entière». Soyons sérieux. Il y a un an, un rapport

(1) En 1848, 1870 et 1898; Le Monde du 12 juin a fort opportunément rappelé ces faits historiques.

(2) Notons à ce sujet la singulière précision donnée par Soustelle lors de sa récente conférence de presse à Paris (je cite de mémoire): «L'intégration ne doit pas être prise au pied de la lettre. Dans ma pensée, l'intégration est surtout un refus opposé à la désintégration de la France». Nous voilà bien loin de l'intégration réelle... dont personne ne veut, ni les colons, qui perdraient leurs privilèges raciaux, ni les Algériens, qui ne veulent pas devenir français!

d'experts démontrait que, pour augmenter seulement de 4% le niveau de vie des musulmans (qui est actuellement de 16.000 francs par an), la France devrait dépenser 800 milliards en 1980 et 4.000 milliards en l'an 2.000! (3).

Cette égalité imprudemment promise est donc tout aussi irréalisable que le seraient des élections libres et sincères dans un pays soumis au quadrillage et à la terreur militaires.

Quant aux pétroles du Sahara, avant que leur exploitation devienne rentable, ils exigeront d'énormes investissements que la France, ruinée par sa politique guerrière, ne pourra fournir. D'où la nécessité de faire appel à des capitaux étrangers, ce qui fera s'évanouir le mythe du pétrole «français».

D'autre part, De Gaulle a accordé, sans marchander, à Bourguiba plus que celui-ci avait obtenu des «Bons Offices», dont le rejet par les ultras avait provoqué la chute du cabinet Gaillard. Comment croire que ce camouflet infligé à ceux qui, à Alger, rêvaient d'une promenade militaire à Tunis, soit de nature à soulever leur enthousiasme.

Cependant, si les concessions françaises ont atténué la tension, elles n'ont nullement empêché les dirigeants marocains et tunisiens de conférer, sur un pied d'égalité, avec les représentants du FNL, ni de réaffirmer leur solidarité avec le peuple algérien en lutte pour son indépendance.

Dès lors, l'échec de la politique algérienne du général s'inscrit dans un proche avenir. Demain, lorsque la fumée des «fraternisations» sera dissipée, il faudra en revenir à la seule alternative possible: ou accentuer la guerre, ou négocier.

Sur le plan de la politique intérieure pèse la même équivoque.

De Gaulle a congédié le Parlement après que trois cent cinquante laquais en complet veston l'eurent assuré de leur parfaite servilité. Naturellement, Guy Mollet, l'homme de tous les reniements comme de toutes les trahisons, se précipita le premier aux pieds du général pour y savourer son plat de lentilles, suivi, à une courte longueur par Pflimlin-le-Dur, dont les mâles énergies verbales s'évanouirent au premier souf-fle gaulliste.

Cette débandade parlementaire (que je laissais prévoir dans mon précédent article) n'a rien pour surprendre. Elle ajoute seulement au dégoût qu'on peut éprouver pour cette faune politique peuplée d'animalcules aux seules vertus rampantes.

La IVème République est morte et nul ne versera des larmes sur ce cadavre barbouillé de sang et pourri par tous les scandales. La cinquième édition, que nous prépare le Sauveur, sera du type présidentiel et autoritaire, avec une Assemblée-croupion et un Sénat élargi de l'espèce corporative - vers les confortables sinécures desquelles louchent déjà certains bonzes syndicaux...

Face à ces dangers menaçants, où est l'opposition? Des partis politiques ravagés par les dissensions, au bord de l'éclatement, une absence à peu près totale de cohésion, que viendra encore aggraver l'ignoble assassinat des leaders de l'insurrection hongroise. Et quelques groupes révolutionnaires, trop faibles numériquement pour opposer une résistance efficace.

Qu'importe. Dans le répit qui nous est accordé, il faut travailler sans relâche à créer des îlots autour desquels viendront se rassembler les hommes résolus à défendre la Liberté.

L'équivoque De Gaulle aura un terme. Elle nous sert dans la mesure où elle sème la confusion parmi ceux qui, l'ayant hissé au pouvoir, commencent à s'inquiéter de certaines de ses initiatives.

A nous d'en profiter pour jeter les ferments d'une action dont l'objectif sera d'aller, bien au-delà d'une nouvelle Constitution vers une République Sociale où l'Homme et la Liberté trouveront une place que leur refusent également le paternalisme gaulliste, le fascisme liberticide et le socialisme de gibet d'outre rideau de fer.

Maurice FAYOLLE.

(3) Cité par notre confrère France-Observateur du 4 juin.